

## **CONVENTION SPECIALE DE DEVERSEMENT**

**Annexe n°2 de  
L'ARRETE D'AUTORISATION SPECIALE DE DEVERSEMENT**

**ENTRE :**

**L'ETABLISSEMENT NOVALPQUARTZ  
LE SYNDICAT MIXTE ALPESPACE  
LE SIVU D'ASSAINISSEMENT DU PAYS DE MONTMELIAN  
LE DELEGATAIRE DU SIVU D'ASSAINISSEMENT VEOLIA EAU**

# SOMMAIRE

<b>SOMMAIRE .....</b>	<b>1</b>
ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION .....	2
ARTICLE 2 – DEFINITIONS DES EFFLUENTS .....	3
ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT .....	3
ARTICLE 4 – INSTALLATIONS PRIVEES .....	4
ARTICLE 5 – CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS.....	5
ARTICLE 6 – ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS .....	6
ARTICLE 7 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS.....	6
ARTICLE 8 – SURVEILLANCE DES REJETS .....	6
ARTICLE 9 – DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS DES REJETS .....	7
ARTICLE 10 – DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU.....	7
ARTICLE 11 – CONDITIONS FINANCIERES .....	8
ARTICLE 12 – CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS.....	8
ARTICLE 13 – CONSEQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS .....	9
ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE .....	10
ARTICLE 15 – CESSATION DU SERVICE.....	11
ARTICLE 16 – DUREE .....	12
ARTICLE 17 – JUGEMENT DES CONTESTATIONS.....	13
ARTICLE 18 – DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION .....	13
<b>ANNEXE N° .....</b>	<b>14</b>

**ENTRE :**

Raison sociale de l'entreprise : **NOVALPQUARTZ**  
pour son établissement sis Bat Cleansace 354 voie Magellan 73800 Ste Héléne du Lac  
N° SIRET : 80314545700013  
Code NAF : 2319Z  
représentée par : Mr Eric BLANC - Directeur

et dénommée : l'Etablissement

**ET :**

Le Syndicat mixte ALPESPACE  
Propriétaire des réseaux d'assainissement.  
représenté par : Mme Béatrice SANTAIS - Présidente

**ET :**

Le SIVU d'assainissement du Pays de Montmélian  
Propriétaire de la station d'épuration  
représenté par : Mr Franck VILLAND - Président

Le SIVU d'assainissement du Pays de Montmélian et le Syndicat mixte ALPESPACE sont  
dénommés la Collectivité

**ET :**

L'Entreprise VEOLIA EAU  
prise en sa qualité de délégataire du SIVU d'Assainissement  
représentée par : Mr Bruno GIRAUDEL – Directeur de Centre

et dénommée : le Délégué.

**AYANT ETE EXPOSE CE QUI SUIVIT :**

Considérant que l'Etablissement ne peut déverser ses rejets d'eaux usées autres que domestiques directement dans le milieu naturel du fait de leur qualité et ne dispose pas des installations adéquates permettant un traitement suffisant.

Considérant que l'Etablissement a été autorisé à déverser ses eaux usées autres que domestiques au réseau public d'assainissement par arrêté du Syndicat mixte ALPESPACE en date du ... - ... - 20..

**IL A ETE CONVENU CE QUI SUIVIT :**

#### **ARTICLE 1 – OBJET DE LA CONVENTION**

La présente convention définit les modalités complémentaires à caractère administratif, technique, financier et juridique que les parties s'engagent à respecter pour la mise en œuvre de l'arrêté d'autorisation de déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, dans le réseau public d'assainissement d'ALPESPACE

## ARTICLE 2 – DEFINITIONS DES EFFLUENTS

### 2.1 EAUX USEES DOMESTIQUES

Les eaux usées domestiques comprennent les eaux usées provenant des cuisines, buanderies, lavabos, salles de bains, toilettes et installations similaires. Ces eaux sont admissibles au réseau public d'assainissement sans autre restriction que celles mentionnées au règlement du service de l'assainissement.

### 2.2 EAUX PLUVIALES

Les eaux pluviales sont celles qui proviennent des précipitations atmosphériques. Peuvent être reconnues assimilées à ces eaux pluviales les eaux d'arrosage et de lavage des voies publiques et privées, des jardins, des cours d'immeubles ainsi que les eaux de refroidissement et de pompes à chaleur, les eaux de rabattement de nappe, ... sous réserve que leurs déversements soient au préalable autorisés par la Collectivité et que leurs qualités soient compatibles avec le milieu naturel.

### 2.3 EAUX USEES NON DOMESTIQUES

Sont classés dans les eaux usées non domestiques tous les rejets autres que les eaux usées domestiques ou eaux pluviales

## ARTICLE 3 – CARACTERISTIQUES DE L'ETABLISSEMENT

### 3.1 NATURE DES ACTIVITES

L'activité principale de l'Etablissement est la réparation, le nettoyage et le façonnage de pièces en quartz .

A titre indicatif, l'effectif prévu à trois ans sera de 8 personnes

#### Rythmes de travail :

- Rythme journalier : 8h/j
- Rythme hebdomadaire : 5j/semaine 48 semaine/an

### 3.2 PLAN DES INSTALLATIONS ET RESEAUX INTERNES DE COLLECTE

L'Etablissement tient à la disposition de la Collectivité un plan de ses installations privées.

Il sera indiqué en particulier sur ce plan :

- L'usage des sols (type de fabrication, bureau, sanitaire) ;
- Les différents réseaux internes d'évacuation des eaux, selon les dispositions prévues par les articles 3 et 5 de la présente Convention
- Le cas échéant, le schéma plan-masse des prétraitements des eaux usées et bassin tampon,
- Les connexions entre les réseaux privés et le réseau public,
-

### 3.3 USAGE DE L'EAU

L'Etablissement utilise l'eau de ville pour les usages suivants :

	Volume estimé m <sup>3</sup> /jour
Lavage des gaz acides	10
Nettoyage des pièces en quartz	
Rejets de la production d'eau osmosée	

### 3.4 PRODUITS UTILISES PAR L'ETABLISSEMENT

L'Etablissement déclare utiliser ou détenir notamment, à la date de signature de la présente convention, les produits suivants :

Nom du produit	
Acide 37%	Chlorhydrique
Acide 49%	Fluorhydrique
Acide Nitrique 69%	

L'Etablissement se tient à la disposition de la Collectivité et de son Délégué pour répondre à toute demande d'information quant à la nature des produits utilisés par ce dernier. A ce titre, les fiches " produit " et les fiches de données de sécurité correspondantes peuvent être consultées par la Collectivité et son Délégué dans l'Etablissement.

### 3.5 MISE A JOUR

Les informations mentionnées au présent article sont mises à jour par l'Etablissement à chaque changement de procédé de fabrication ou au moment de chaque réexamen de la convention, ainsi qu'en cas d'application de l'article 13.

Entre deux mises à jour, l'industriel informera la collectivité de l'utilisation de tout nouveau produit chimique et lui transmettra les fiches produit et les fiches de données sécurité.

## ARTICLE 4 – INSTALLATIONS PRIVEES

### 4.1 RESEAU INTERIEUR

L'Etablissement prend toutes les dispositions nécessaires d'une part pour s'assurer que la réalisation de son réseau intérieur est conforme à la réglementation en vigueur en matière de santé publique, des installations classées pour la protection de l'environnement ainsi qu'au règlement du service d'assainissement, et d'autre part pour éviter tout rejet intempestif susceptible de nuire soit au bon état, soit au bon fonctionnement du réseau d'assainissement, et le cas échéant, des ouvrages de dépollution, soit au personnel d'exploitation des ouvrages de collecte et de traitement.

L'Etablissement entretient convenablement ses canalisations de collecte d'effluents et procède à des vérifications régulières de leur bon état.

#### 4.2 TRAITEMENT PREALABLE AUX DEVERSEMENTS

L'Etablissement déclare que ses eaux usées autres que domestiques subissent un traitement avant rejet comprenant

Dispositif de prétraitement
Stockage tampon 5 m3
Rectification du pH à l'aide de soude et floculation
Capacité de traitement 0.9 m3/h
Filtre à bande

Un schéma descriptif des installations de prétraitement est présenté en annexe ...

Ces dispositifs de traitement ou d'épuration avant rejet nécessaires à l'obtention des qualités d'effluents fixées dans l'arrêté d'autorisation spéciale de déversement sont conçus, installés et entretenus sous la responsabilité de l'Etablissement.

Ils sont conçus, exploités et entretenus de manière à faire face aux éventuelles variations de débit, de température ou de composition des effluents, en particulier à l'occasion du démarrage ou de l'arrêt des installations, et à réduire au minimum les durées d'indisponibilité.

Les principaux paramètres permettant de s'assurer de la bonne marche des prétraitements sont mesurés périodiquement et les résultats de ces mesures sont portés sur un registre informatisé tenu à la disposition de la Collectivité et de son Délégué.

Les certificats d'entretien et les bordereaux d'évacuation des déchets issus des différents prétraitements sont conservés par l'Etablissement et tenus à la disposition de la collectivité. Une copie de ces différents documents est transmise annuellement à la Collectivité.

#### ARTICLE 5 – CONDITIONS TECHNIQUES D'ETABLISSEMENT DES BRANCHEMENTS

L'Etablissement déverse ses effluents dans les réseaux suivants :

Nature des effluents	Nature du réseau	Dispositif	Lieu du rejet
Eaux usées domestiques	Réseau public Eaux usées	Branchement	Voie FARADAY
Eaux usées autres que domestiques	Réseau public Eaux usées	Branchement	Voie FARADAY
Eaux pluviales	Réseau public Eaux pluviales	Branchement	Voie FARADAY

Le raccordement à ces réseaux est réalisé par :

- 1 branchement pour les eaux usées domestiques et autres que domestiques,
- 1 branchement pour les eaux pluviales,

Il existe donc 2 branchements distincts mais communs à l'ensemble du bâtiment utilisé par plusieurs entreprises dont NOVALPQUARTZ.

Chaque branchement comprend depuis la canalisation publique :

- un dispositif permettant le raccordement au réseau public,
- une canalisation de branchement située tant sous le domaine public que privé,

- L'entreprise devra prévoir la possibilité d'effectuer un prélèvement d'échantillon en sortie des installations de prétraitement si besoin.

## **ARTICLE 6- ECHEANCIER DE MISE EN CONFORMITE DES REJETS**

**Sans objet**

## **ARTICLE 7 – PRESCRIPTIONS APPLICABLES AUX EFFLUENTS**

### **7.1 EAUX USEES DOMESTIQUES**

Les eaux usées sont admissibles sans restriction dans le réseau public d'assainissement sous réserve que les prescriptions du règlement du service d'assainissement de la collectivité soient respectées.

### **7.2 EAUX USEES NON-DOMESTIQUES**

Les eaux usées autres que domestiques doivent respecter les prescriptions mentionnées dans l'arrêté d'autorisation spéciale de déversement susvisé et le règlement du service d'assainissement de la collectivité

### **7.3 EAUX PLUVIALES**

La présente convention ne dispense pas l'Etablissement de prendre les mesures nécessaires pour évacuer ses eaux pluviales dans les conditions réglementaires en vigueur.

### **7.4 PRESCRIPTIONS PARTICULIERES**

L'Etablissement s'engage à ne pas utiliser de procédé visant à diluer ses effluents par le biais d'une consommation d'eau excessive ou d'un rejet non autorisé d'eau de refroidissement ou d'eaux pluviales, tout en conservant la même charge polluante globale.

## **ARTICLE 8 – SURVEILLANCE DES REJETS**

### **8.1 AUTO-SURVEILLANCE**

L'Etablissement est responsable, à ses frais, de la surveillance et de la conformité de ses rejets au regard des prescriptions de la présente Convention et de son arrêté d'autorisation de déversement.

#### **8.1.1 Eaux usées non domestiques**

L'Etablissement met en place, sur les rejets d'eaux usées autres que domestiques, un programme de mesures dont la nature et la fréquence sont les suivants

Analyse	Fréquence	Méthode analyse
- pH	<i>en continu</i>	Mesure electrochimique

Il est convenu que le présent programme de mesure pourra être modifié notamment dans le cas où les prescriptions relatives à la surveillance des ouvrages de collecte et de traitement des eaux usées, définies dans l'arrêté d'autorisation du système d'assainissement dans lequel ses eaux sont déversées, seraient modifiées. Le cas échéant, cette modification fera l'objet d'un avenant à la présente convention.

## 8.2 CONTROLES PAR LA COLLECTIVITE

Indépendamment de l'auto-surveillance, la Collectivité ou son Délégué pourront effectuer, à leurs frais et de façon inopinée, des contrôles de débit et de qualité afin de vérifier la validité des auto-contrôles de l'Etablissement et de s'assurer de la conformité du rejet. Les résultats seront communiqués par la Collectivité à l'Etablissement.

Un prélèvement témoin sera fourni à l'Etablissement qui pourra faire l'objet d'analyses contradictoires en cas de contestation des résultats obtenus.

Si, dans le cas où les résultats de ces contrôles dépasseraient les concentrations ou flux maximaux autorisés de (10) %, ou révéleraient une anomalie, les frais de l'opération de contrôle concernée seraient mis à la charge de l'Etablissement sur la base des pièces justificatives produites par la Collectivité.

## ARTICLE 9- DISPOSITIFS DE MESURES ET DE PRELEVEMENTS DES REJETS

### 9.1 EAUX USEES NON DOMESTIQUES

Compte tenu de la configuration des installations de rejet, l'Etablissement maintiendra un regard facilement accessible et spécialement aménagé pour permettre le prélèvement à l'exutoire de ses réseaux d'eaux usées autres que domestiques.

## ARTICLE 10- DISPOSITIFS DE COMPTAGE DES PRELEVEMENTS D'EAU

L'Etablissement autorise, à tout moment, la Collectivité ou le Délégué à visiter les dispositifs de comptage, et s'engage à communiquer, sur simple demande, ses consommations totales en eau claire

L'Etablissement déclare que toute l'eau qu'il utilise provient des dispositifs suivants d'alimentation en eau :

Nature du prélèvement d'eau	Comptage
Réseau eau de ville	Compteur mécanique



## ARTICLE 11- CONDITIONS FINANCIERES

### 11.1 VOLUME DE REFERENCE

Pour l'élaboration de la présente Convention, le volume rejeté pris en considération est le suivant :

Volume            9.57    m3/jour 2297 m3/an

### 11.2 TARIFICATION DE LA REDEVANCE D'ASSAINISSEMENT

En contrepartie des investissements et des charges financières qui lui incombent pour assurer la collecte, le transport et le traitement des rejets de L'ETABLISSEMENT, le Syndicat Mixte percevra la redevance d'assainissement définie ci-dessous.

L'assiette de cette redevance est constituée par le volume d'eau rejeté, corrigé en hausse ou en baisse, pour tenir compte des charges particulières imposées au service d'assainissement, notamment par le degré ou la forme de pollution créée par L'ETABLISSEMENT.

L'assiette de la redevance est corrigée en fonction des coefficients suivants :

- Volume d'eau rejeté (Vr) :

Ce volume est la somme des volumes d'eau prélevés sur le réseau de distribution publique (chiffre fourni par le Service des Eaux) ainsi que de toute autre provenance (forage, etc, ...) dûment déclarée par l'Etablissement et équipée obligatoirement d'un dispositif de comptage.

- Coefficient de pollution (Cp) :

Il a été convenu, qu'au vu de la faible quantité de pollution organique rejetée par l'établissement, un Coefficient de pollution d'une valeur de 1 serait appliqué à la redevance assainissement.

- Le prix de la redevance assainissement sur le parc d'activités (Pa) :

Les tarifs unitaires applicables sont ceux en vigueur à chaque période de facturation dans les conditions prévues par l'assemblée délibérante.

Ainsi, la formule de calcul de l'assiette de la redevance est obtenue de la manière suivante :

$$\text{Redevance assainissement} = Vr \times Cp \times Pa$$

## ARTICLE 12- CONDUITE A TENIR PAR L'ETABLISSEMENT EN CAS DE NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

En cas de déversement accidentel d'un produit chimique au réseau, l'Etablissement est tenu d'en informer immédiatement la Collectivité.

En cas de dépassement des valeurs limites fixées dans son arrêté d'autorisation de déversement, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dès qu'il en a connaissance la Collectivité et le Délégué
- de prendre les dispositions nécessaires pour réduire la pollution de l'effluent rejeté, au besoin en limitant sa production

En cas d'accident de fabrication susceptible de provoquer un dépassement des valeurs limites fixées par l'arrêté d'autorisation, l'Etablissement est tenu :

- d'en avertir dans les plus brefs délais la Collectivité et le Délégué
- de prendre, si nécessaire, les dispositions pour évacuer les rejets exceptionnellement pollués vers un centre de traitement spécialisé, sauf accord de la Collectivité et du Délégué pour une autre solution,
- d'isoler son réseau d'évacuation d'eaux industrielles si le dépassement fait peser un risque grave pour le fonctionnement du service public d'assainissement ou pour le milieu naturel, ou sur demande justifiée de la Collectivité.

## ARTICLE 13 – CONSEQUENCES DU NON-RESPECT DES CONDITIONS D'ADMISSION DES EFFLUENTS

### 13.1 CONSEQUENCES TECHNIQUES

Dès lors que les conditions d'admission des effluents ne seraient pas respectées, l'Etablissement s'engage à en informer le Délégué et la Collectivité conformément aux dispositions de l'article 15, et à soumettre à cette dernière, en vue de procéder à un examen commun, des solutions permettant de remédier à cette situation et compatibles avec les contraintes d'exploitation du service public d'assainissement.

Si nécessaire, la Collectivité se réserve le droit :

- a) de n'accepter dans le réseau public et sur les ouvrages d'épuration que la fraction des effluents correspondant aux prescriptions définies dans l'arrêté d'autorisation de déversement,
- b) de prendre toute mesure susceptible de mettre fin à l'incident constaté, y compris la fermeture du ou des branchement(s) en cause, si la limitation des débits collectés et traités, prévue au a) précédent, est impossible à mettre en œuvre ou inefficace ou lorsque les rejets de l'Etablissement présentent des risques importants.

Toutefois, dans ces cas, la Collectivité :

- informera l'Etablissement de la situation et de la ou des mesure(s) envisagée(s), ainsi que de la date à laquelle celles-ci pourraient être mises en œuvre,
- le mettra en demeure d'avoir à se conformer aux dispositions définies dans la présente convention et au respect des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement avant cette date.

Ces dispositions sont transitoires : l'Etablissement devra soumettre à la Collectivité et au Délégué des dispositions techniques visant à réduire ces surcharges dans un délai de 1 mois et devra réaliser les travaux correspondants dans un délai de 1 mois après acceptation du projet par la Collectivité et le Délégué.

### **13.2 CONSEQUENCES FINANCIERES**

L'Etablissement est responsable des conséquences dommageables subies par la Collectivité du fait du non-respect des conditions d'admission des effluents et, en particulier, des valeurs limites définies par l'arrêté d'autorisation de déversement, et ce dès lors que le lien de causalité entre la non conformité des dits rejets et les dommages subis par la Collectivité aura été démontré.

Dans ce cadre, il s'engage à réparer les préjudices subis par la Collectivité et à rembourser tous les frais engagés et justifiés par celle-ci.

Ainsi, si les conditions initiales d'élimination des sous-produits et des boues générés par le système d'assainissement devaient être modifiées du fait des rejets de l'Etablissement, celui-ci devra supporter les surcoûts d'évacuation et de traitement correspondants.

Il en est de même si les rejets de l'Etablissement influent sur la quantité et la qualité des boues – MODIFICATION DE L'ARRETE D'AUTORISATION SPECIALE DE DEVERSEMENT

En cas de modification de l'arrêté autorisant le déversement des eaux usées autres que domestiques de l'Etablissement, la présente convention pourra, le cas échéant, et après renégociation être adaptée à la nouvelle situation et faire l'objet d'un avenant.

### **ARTICLE 14 – OBLIGATIONS DE LA COLLECTIVITE**

La Collectivité, sous réserve du strict respect par l'Etablissement des obligations résultant de la présente Convention, prend toutes les dispositions pour :

- accepter les rejets de l'Etablissement dans les limites fixées par l'arrêté d'autorisation de déversement,
- fournir à l'Etablissement, sur sa demande, une copie du rapport annuel du Maire sur le prix et la qualité du service.
- assurer l'acheminement de ces rejets, leur traitement et leur évacuation dans le milieu naturel conformément aux prescriptions techniques fixées par la réglementation applicable en la matière,
- informer, dans les meilleurs délais, l'Etablissement de tout incident ou accident survenu sur son système d'assainissement et susceptible de ne plus permettre d'assurer de manière temporaire la réception ou le traitement des eaux usées visées par la Convention, ainsi que des délais prévus pour le rétablissement du service.

Dans le cadre de l'exploitation du service public de l'assainissement, la Collectivité pourra être amenée de manière temporaire, à devoir limiter les flux de pollution entrants dans les réseaux. Elle devra alors en informer au préalable l'Etablissement et étudier avec celui-ci des modalités de mise en œuvre compatibles avec les contraintes de production de l'Etablissement.

Les volumes et flux éventuellement non rejetés au réseau par l'Etablissement pendant cette période ne seront pas pris en compte dans l'assiette de facturation.

### **15.1 CONDITIONS DE FERMETURE DU BRANCHEMENT**

La Collectivité peut décider de procéder ou de faire procéder à la fermeture du branchement, dès lors que :

- d'une part, le non-respect des dispositions de l'arrêté d'autorisation spéciale de déversement ou de la présente convention induit un risque justifié et important sur le service public de l'assainissement et notamment en cas :
  - de modification de la composition des effluents ;
  - de modification des volumes d'effluent déversés ;
  - de non-respect des limites et des conditions de rejet fixées par l'arrêté d'autorisation spéciale de déversement ;
  - de non-respect des échéanciers de mise en conformité indiqués dans l'article 6 de la présente convention ;
  - d'impossibilité pour la Collectivité de procéder aux contrôles indiqués dans l'article 8 de la présente convention ;
  - de non-installation des dispositifs de mesure et de prélèvement indiqués dans l'article 9 et 10 de la présente convention ;
- et d'autre part, les solutions proposées par l'Etablissement pour y remédier restent insuffisantes.

En tout état de cause, la fermeture du branchement ne pourra être effective qu'après notification de la décision par la Collectivité à l'Etablissement, par lettre RAR, et à l'issue d'un préavis de quinze (15) jours.

Toutefois, en cas de risque pour la santé publique ou d'atteinte grave à l'environnement, la Collectivité se réserve le droit de pouvoir procéder à une fermeture immédiate du branchement.

En cas de fermeture du branchement, l'Etablissement est responsable de l'élimination de ses effluents.

### **15.2 RESILIATION DE LA CONVENTION**

La présente convention peut être résiliée de plein droit avant son terme normal :

- Par la Collectivité, en cas d'inexécution par l'Etablissement de l'une quelconque de ses obligations, 60 jours après l'envoi d'une mise en demeure restée sans effet ou n'ayant donné lieu qu'à des solutions de la part de l'Etablissement jugées insuffisantes.
- Par l'Etablissement, dans un délai de 60 jours après notification à la Collectivité.

La résiliation autorise la Collectivité à procéder ou à faire procéder à la fermeture du branchement à compter de la date de prise d'effet de ladite résiliation et dans les conditions précitées à l'article 19.1.

### **15.3 RESILIATION IMMEDIATE**

La présente convention a été établie en fonction de la réglementation en vigueur à sa date de signature. Toute modification de cette réglementation et notamment de l'état des

connaissances scientifiques sur les risques sanitaires susceptibles d'affecter la qualité des rejets arrivant à la station de dépollution, pourra entraîner la suspension immédiate des présentes.

Compte tenu de l'évolution de cette réglementation, chacune des parties est autorisée à solliciter, par courrier recommandé avec accusé de réception, la résiliation de la présente convention.

Cette résiliation interviendra de plein droit et sans aucune autre formalité dès réception de ce courrier recommandé, sans aucune indemnité à la charge des parties. Dès lors, tout déversement dans le réseau public est interdit.

#### **15.4 DISPOSITIONS FINANCIERES**

En cas de résiliation de la présente Convention par la Collectivité ou par l'Etablissement, les sommes dues par celui-ci au titre, d'une part, de la redevance d'assainissement jusqu'à la date de fermeture du branchement et d'autre part, du solde de la participation prévue à l'article 11.3. deviennent immédiatement exigibles.

Dans le cas d'une résiliation par l'Etablissement, une indemnité peut être demandée par la Collectivité à l'Etablissement, si la résiliation n'a pas pour origine la mauvaise qualité du service rendu ou si la prise en charge du traitement des effluents de l'Etablissement a nécessité un dimensionnement spécial des équipements de collecte et de traitement des effluents. Cette indemnité vise notamment les cas de transfert d'activité.

#### **ARTICLE 16 – DUREE**

La présente Convention, subordonnée à l'existence de l'autorisation de déversement, est conclue pour la durée fixée dans cet arrêté d'autorisation. Elle prend effet à la date de notification à l'Etablissement de cet arrêté et s'achève à la date d'expiration dudit arrêté.

3 mois avant l'expiration de l'arrêté d'autorisation de déversement, la Collectivité procédera en liaison avec l'Etablissement, si celui-ci le demande, au réexamen de la présente Convention en vue de son renouvellement et de son adaptation éventuelle.

## ARTICLE 17– JUGEMENT DES CONTESTATIONS

Faute d'accord amiable entre les parties, tout différend qui viendrait à naître à propos de la validité, de l'interprétation et de l'exécution de la présente convention sera soumis aux juridictions compétentes.

## ARTICLE 18 – DOCUMENTS ANNEXES A LA CONVENTION

- Arrêté d'autorisation spéciale de déversement
- Schéma de fonctionnement des installations (traitement et épuration) avant rejet aux réseaux publics.
- Tarifs applicables à la date d'entrée en vigueur de la convention.

Fait le ..... , en .... exemplaires,

**Pour la société,**

.....

**Pour le Syndicat mixte ALPESPACE**

.....

**Pour le SIVU D'Assainissement du Pays de Montmélian**

.....

**Pour Veolia eau**

.....

## **Annexe n°**